

Qui pour occuper le « Palais de verre » ? Pistes et réflexion sur le prochain Secrétaire général de l'ONU par Alexis Cudey – Février 2026

António Guterres achèvera son second mandat à la tête des Nations unies le 31 décembre 2026, sans possibilité de renouvellement. Conformément à la résolution 79/327 (2025) [[A/RES/79/327](#)], fondée sur l'[article 97](#) de la Charte des Nations unies, le processus de sélection de son successeur a débuté fin 2025 pour une entrée en fonctions le 1er janvier 2027.

Cette élection survient à un moment charnière pour le maintien de la paix onusien. Les opérations de paix traversent une crise sans précédent : retrait de missions, remise en question de la légitimité des Casques bleus, et un Conseil de sécurité paralysé par les rivalités entre membres permanents. Cette crise opérationnelle s'inscrit dans un affaiblissement plus large du multilatéralisme (remise en question de la représentativité du Conseil de sécurité, tensions géopolitiques exacerbées) et une crise financière et budgétaire sans précédent qui rend le chantier de réforme structurelle porté par la [réforme ONU 80](#) plus urgent que jamais.

C'est dans ce contexte que la désignation du ou de la futur-e Secrétaire général-e prend tout son sens. Car au-delà des équilibres géographiques et de genre, c'est la capacité du ou de la prochain-e SG à refonder le rôle de l'ONU en matière de paix et de sécurité qui sera déterminante. Traduire en actes les engagements du Pacte pour l'avenir (adopté en septembre 2024, dont le [Nouvel Agenda pour la paix](#) constituait le document préparatoire) implique des choix concrets : réformer les opérations de paix, renforcer les capacités d'imposition (action 9), approfondir les partenariats avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales (action 10). L'avenir du maintien de la paix onusien dépendra en grande partie de la vision et de l'autorité que le ou la prochain-e SG saura imposer sur ces dossiers.

La question du genre est la première considération prise en compte par la résolution 79/327 (article 42(c)). Celle-ci n'oblige en rien les États à sélectionner une femme, ni même à instaurer la parité, mais invite simplement les membres à prendre en compte le fait qu'[aucune femme n'a jamais tenu ce poste](#). Les candidatures actuelles, majoritairement féminines, confirment cette tendance. Selon le [Global Network of Women Peacebuilders](#), 47,7 % des États membres expriment un soutien « *fort* » ou « *très fort* » à la sélection d'une femme, et 45,6 % souhaitent que l'égalité des sexes soit prise en compte. La seule [opposition](#) notable vient de la Russie, qui juge excessive toute « *codification des critères* » empêchant, selon elle, toute « *décision optimale* ».

La provenance géographique constitue le second sujet de débat. Sur les neuf Secréétaires généraux de l'histoire, quatre sont issus d'Europe occidentale, deux d'Asie-Pacifique, un d'Amérique latine et deux d'Afrique. L'absence totale du groupe Europe orientale — dont la candidature était pressentie en 2017 avant d'être supplantée par Guterres — et, dans une moindre mesure, celle de l'Amérique latine et des Caraïbes, sont aujourd'hui mises en avant

au nom du principe tacite de rotation géographique. Le groupe africain revendique quant à lui une [place plus centrale](#) dans le système onusien : premier théâtre des opérations de paix et principal fournisseur de contingents, le continent reste pourtant exclu des cercles de décision, faute de siège permanent au Conseil de sécurité — malgré les appels répétés du bloc A3+1 ([composé](#) des 3 membres africains du Conseil et du Guyana).

Le profil et l'expertise constituent un troisième enjeu décisif — et c'est ici que le lien avec le maintien de la paix est le plus direct. L'examen des trois derniers mandats est éclairant : Kofi Annan, forgé par près de trente ans de carrière onusienne dont la direction des opérations de maintien de la paix, reste [unaniment salué](#) pour son autorité sur les dossiers de prévention et de résolution des conflits. Ban Ki-moon, ancien ministre des Affaires étrangères sud-coréen peu ancré dans ces dossiers, affiche un [bilan plus décevant](#). António Guterres, fort de dix ans à la tête du Haut-Commissariat aux Réfugié-e-s (HCR), a développé une sensibilité réelle aux crises humanitaires, souvent indissociables des conflits armés. La tendance est claire : le SG le plus efficace sur la paix est celui dont le parcours y était le plus enraciné. Le ou la prochain-e titulaire devra non seulement connaître le « *Palais de verre* » de l'intérieur, mais y avoir développé une expertise directe en prévention des conflits et en consolidation de la paix — condition sine qua non pour peser face aux États membres et réformer des opérations de paix en crise.

Enfin, le [poids des membres permanents reste déterminant](#). L'Assemblée générale ne peut élire le Secrétaire général que sur recommandation préalable du Conseil de sécurité, où le veto des P5 s'exerce en dernier ressort. La Chine soutient [une candidature du « Sud global »](#), s'orientant vers l'Amérique latine. La France et le Royaume-Uni défendent un-e SG « [visionnaire](#) », capable de discuter d'égal à égal avec les chefs d'État, et sont les seuls à plaider explicitement pour une femme. Les États-Unis et la [Russie](#) préfèrent à l'inverse un SG dans un rôle d'administrateur respectueux de la volonté des États. Ces positions divergentes rappellent une contrainte fondamentale : le profil idéal pour refonder le maintien de la paix devra aussi être le profil acceptable pour les puissances — et c'est dans cet espace étroit que se jouera l'élection.

[Alexis Cudey](#), est assistant de recherche au GRIP et à l'Observatoire Boutros-Ghali.